

- Pour un vote clair contre la Droite et Le Pen.
- Pour se rassembler sur une vraie politique de gauche sans combinaison avec la droite.

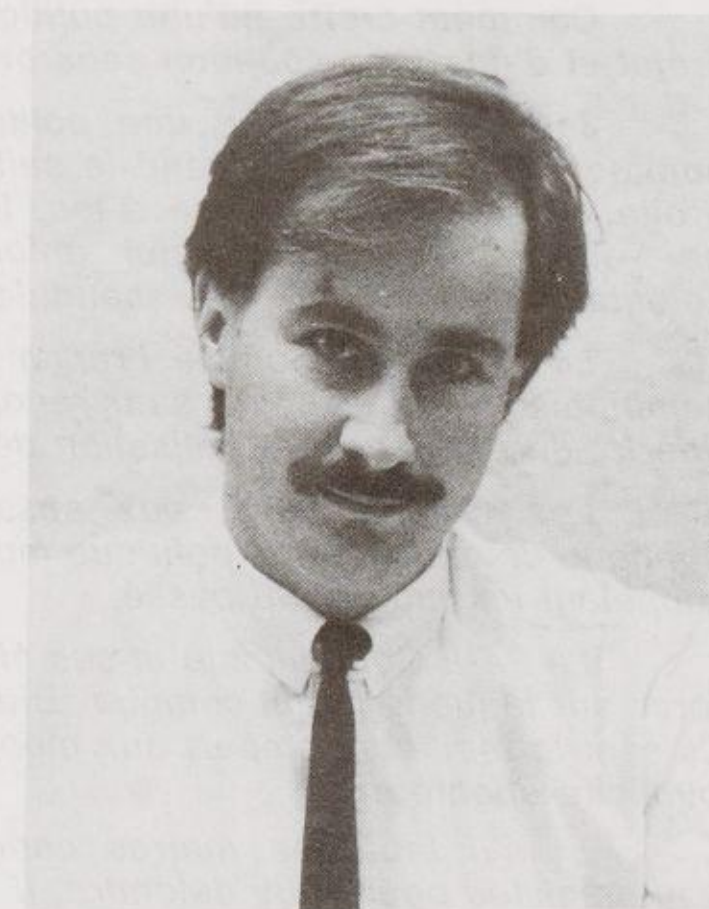
Un seul bulletin :

Guy LAVRAT

**Candidat
du Rassemblement des Forces de Gauche
présenté par le Parti Communiste Français**

La loi électorale votée par toute la droite en 1986 a fait basculer, contre toute logique, le canton de Migennes dans la circonscription... d'Avallon ! F. Mitterrand ayant décidé d'organiser les élections en fonction de ce nouveau découpage, les communistes ont fait de Guy Lavrat, Maire et Conseiller Général de Migennes, leur candidat. Le nom de Guy LAVRAT est synonyme de **ténacité, dévouement, compétence et espoir.**

Son suppléant sera François MEYROUNE, instituteur et Conseiller Municipal de Saint-Florentin. Bien connu des électeurs de la 2^e circonscription, il réalisa de bons résultats lorsqu'il fut candidat en 78 et 81. Il est le type même de jeune militant expérimenté et dynamique. Secrétaire fédéral du PCF, il organise dans la circonscription les luttes de la population contre la politique d'austérité.



La Fédération de l'Yonne du P.C.F.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les manœuvres politiciennes atteignent aujourd'hui des sommets, avec une forte odeur de fric : voici que Tapie est candidat du Parti Socialiste à Marseille. Tout comme moi vous êtes écœurés.

Faisons un rapide retour en arrière depuis le 8 mai.

Michel Rocard a proposé à de nombreux politiciens de droite, U.D.F. et R.P.R., d'être ministres dans son gouvernement. Il a notamment sollicité Jean-Pierre Soisson pour lui confier le Ministère des Départements d'Outre-Mer. Celui-ci a refusé, jugeant que « l'ouverture ne pouvait résulter de ralliements individuels et qu'elle supposait un accord clair » (voir l'Yonne Républicaine du 21 mai).

Finalement, Rocard a formé un gouvernement composé de ministres socialistes et n'a pu trouver que 3 anciens ministres de Giscard d'Estaing débauchés des rangs de la droite baptisée « centriste ».

François Mitterrand a alors jugé que son ouverture à droite n'avait pas encore donné les résultats escomptés : après avoir consulté Giscard d'Estaing, il a donc décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale.

Ce faisant, son but est de créer les conditions de cet « accord clair » réclamé par M. Soisson, sur la base d'une alliance durable entre le Parti Socialiste et une large partie de la droite, pour mettre en œuvre la politique néfaste liée à l'Acte Unique européen de 1992 : c'est-à-dire encore plus de chômage, de pauvreté, de pressions sur le niveau de vie, d'attaques contre les acquis sociaux et démocratiques, d'atteintes à la souveraineté de la France. Avec, en retour, de nouveaux avantages pour le grand capital et la haute finance qui tireront des profits énormes de la « libre circulation des capitaux ».

Comment croire qu'une politique de gauche pourrait résulter d'un tel projet et d'une telle coalition sans principe ?

Jamais on n'a fait une politique de gauche en s'alliant avec des hommes de droite. Mitterrand le sait parfaitement, lui qui participa, avec la droite, sous la 4^e République, à tous les gouvernements dits de « 3^e force » ou de « Front Républicain » qui enfoncèrent la France dans les guerres coloniales, la vie chère, les scandales et l'instabilité.

Le Parti Communiste Français ne peut évidemment se rallier à ces combinaisons politiciennes sans renoncer à ses objectifs de progrès social, de liberté, de paix et de moralisation de la vie publique.

Les Communistes, eux aussi, veulent rassembler, mais sur une politique de gauche, une politique moderne, et pas sur une politique de droite rappelant les mœurs du passé.

Le Parti Communiste et ses élus, combatifs et désintéressés, sont une force sur laquelle il faut compter. Bien qu'ils soient boycottés par les médias, ils sont le meilleur rempart aux menées de Le Pen auquel est accordée une publicité éhontée.

Et s'il faut des maires communistes et des conseillers généraux communistes pour vous défendre, il faut aussi des députés communistes.

Imp. Coop. Chevillon, Sens

S'il n'y avait pas de maires communistes, qui irait concrètement s'opposer aux licenciements, aux expulsions, aux saisies, etc. ?

S'il n'y avait pas eu de conseillers généraux communistes dans l'Yonne, qui aurait mis en échec le projet de suppression de la gratuité des transports scolaires ?

S'il n'y avait pas suffisamment de députés communistes, au point de ne pouvoir faire un groupe parlementaire, qui proposerait à l'Assemblée nationale le SMIC à 6 000 F, l'allocation de 3 000 F pour les personnes sans ressources et un véritable impôt sur les grandes fortunes ?

Qui proposerait de créer des emplois en produisant « Français », en investissant dans la production nationale, plutôt que dans la spéculation et les placements financiers à l'étranger ?

Qui proposerait de retirer 40 milliards au budget militaire du surarmement pour les donner à l'école et à la formation ?

Qui proposerait « zéro arme nucléaire en l'an 2000 » ?

Qui dénoncerait la mise en friche de milliers d'hectares et proposerait d'améliorer le revenu paysan ?

Qui proposerait la rupture avec le régime d'apartheid ?

L'enjeu de ces élections, ce n'est pas d'élire un Président de la République, mais d'élire un Député.

Demain, vous aurez besoin des députés communistes, pour qu'ils soient la nécessaire et véritable force d'opposition et de proposition, pour qu'ils fassent entendre une voie différente dans le concert de politique politicienne.

Je fais confiance à ceux et celles pour qui les valeurs de gauche ont un sens. Quelles que soient les éventuelles divergences que vous pouvez avoir avec le Parti Communiste, vous pouvez vous prononcer clairement contre l'extrême-droite de Le Pen et contre toute alliance avec la droite.

Ce sera le seul vote utile pour une union nouvelle, pour le rassemblement le plus large qui permettra aux forces populaires de conquérir la majorité et de gouverner ensemble sur la base d'une vraie politique de gauche.

Votez
Guy LAVRAT

Vu le candidat,